



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

universités

Question au Gouvernement n° 1161

Texte de la question

RÉFORME DES IUFM ET DES UNIVERSITÉS

M. le président. La parole est à M. Pascal Deguilhem, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Pascal Deguilhem. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Vous venez d'établir, madame la ministre, un record peu glorieux, celui du ministre qui aura provoqué le conflit le plus long dans l'université depuis quarante ans ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Plus de cinquante établissements sont encore aujourd'hui mobilisés contre vos réformes et le mouvement, malheureusement, ne semble pas faiblir, alors même que la question des examens se pose avec acuité. Les réponses que vous nous avez faites la semaine dernière, lors de la séance de questions, sur la situation dans l'enseignement supérieur n'ont fait que confirmer la ligne qui est la vôtre : passer en force en rejetant les torts sur le monde universitaire qui n'aurait pas compris le sens de vos réformes.

M. Jean-Michel Fourgous. C'est pourtant vrai !

M. Pascal Deguilhem. Cette crise et ses prolongements, dont vous aurez à assumer l'entière responsabilité, résultent bien de votre obstination à conduire sans concertation une réforme inadaptée de la gouvernance des universités, à organiser une concurrence malsaine entre les établissements et entre les territoires dans le cadre d'une autonomie sous contrôle.

Madame la ministre, votre ambition de faire de l'université l'acteur central d'une politique de recherche et de formation avec des établissements responsables et libres est noble, généreuse et louable. Votre méthode et les réformes engagées le sont moins. Les moyens qui y sont consacrés sont loin d'être à la hauteur de cette ambition, quand ils ne la contredisent pas.

Sur la question des moyens, comment ferez-vous croire aujourd'hui que vous ne supprimez pas de postes dans l'université ? Comment pouvez-vous affirmer que la réforme du statut des universitaires que vous voulez imposer n'est pas porteuse d'inégalités en termes de rémunérations et d'obligations de service ? Comment pouvez-vous affirmer, avec M. Darcos, que, demain, les enseignants seront mieux préparés à enseigner, alors même que vous supprimez une année de formation professionnelle dans les IUFM. Jusqu'à quand allez-vous refuser le dialogue que réclame le monde universitaire ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Daniel Paul. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Monsieur le député, vous me parlez de mouvements inédits dans l'université, mais la réforme est, elle aussi, inédite dans l'université !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Cela fait vingt ans que l'on parlait de cette réforme de l'autonomie. Nous l'avons faite. Il y a aujourd'hui vingt universités autonomes en France et nous allons continuer. (*Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous me parlez d'université, monsieur Deguilhem ; pour ma part, je vais vous parler du silence assourdissant de la gauche ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Aujourd'hui, il y a, à l'université, des violences condamnables. Des présidents d'université se sont fait agresser à Brest, à Toulouse et à Perpignan. Or il y a un silence assourdissant de ce côté de l'hémicycle ! (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes*

SRC et GDR.) Je souhaite que tous ceux qui sont attachés à l'université française et à son rayonnement, qui veulent, comme moi, et vous l'avez dit, mettre l'université au coeur de notre système d'enseignement et de recherche et veulent en faire un véritable acteur de formation, que tous ceux, enfin, qui aiment l'université condamnent ces violences. C'est parce qu'elles sont contraires aux valeurs de l'université et à l'intérêt de nos étudiants que je vous invite à les condamner. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Répondez à la question !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Les moyens dédiés à l'université dont vous avez parlé, monsieur Deguilhem, sont inédits. Nous allons consacrer 1,8 milliard supplémentaire à l'université et à la recherche, 730 millions d'euros dans le cadre du plan de relance. Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche est le deuxième ministère bénéficiaire du plan de relance. Si, en 2007, nous dépensions 7 500 euros pour un étudiant, nous en dépenserons 8 500 en 2009.

M. Frédéric Cuvillier. Et les suppressions de postes ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Les moyens sont là et ils se verront très vite. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Pascal Deguilhem](#)

Circonscription : Dordogne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1161

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er avril 2009